

POUVOIR MILITAIRE
Et
SOCIÉTÉ POLITIQUE
En
REPUBLIQUE ARGENTINE
de
ALAIN ROUQUIE

Publié avec le concours du Centre National
de la Recherche Scientifique

POUVOIR MILITAIRE
et
SOCIÉTÉ POLITIQUE
en
REPUBLIQUE ARGENTINE

**une documentation sur les publications de la fondation nationale
des sciences politiques sera envoyée sur simple demande adressée
aux presses de la fondation nationale des sciences politiques
27, rue saint-guillaume, 75341 paris cédex 07**

POUVOIR MILITAIRE
Et
SOCIÉTÉ POLITIQUE
En
REPUBLIQUE ARGENTINE
de
ALAIN ROUQUIE

Publié avec le concours du Centre National
de la Recherche Scientifique

ISBN de la version numérique : 9782724684940

**presses de la fondation nationale
des sciences politiques**

© 1978 PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
ISBN 2-7246-0395-8 relié

A S. et au gauchito

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

L'émergence du pouvoir militaire

CHAPITRE 1 : L'Argentine moderne : société et système politique	17
CHAPITRE 2 : Les forces armées et la société militaire à l'apogée de l'Argentine civile	62
CHAPITRE 3 : Radicaux et militaires : connivences et malentendus. La fin de l'ancien régime et l'élargissement de la société politique	109

DEUXIÈME PARTIE

« L'heure de l'épée » : pratique et mécanismes du pouvoir militaire

CHAPITRE 4 : La grande dépression et la restauration oligarchique	165
CHAPITRE 5 : Une dictature militaire sans militaires. L'armée entre la démocratie frauduleuse et l'Etat corporatiste.....	207
CHAPITRE 6 : Les crises militaires sous les régimes conservateurs	236
CHAPITRE 7 : L'Argentine face à la guerre mondiale. L'armée en marche vers le pouvoir	275
CHAPITRE 8 : L'armée au pouvoir : du « nationalisme intégral » au nationalisme populaire	318
CHAPITRE 9 : Armée et syndicats : les militaires argentins dans le système péroniste.....	366
CHAPITRE 10 : Révolution libératrice et restauration libérale : la mise en place du coup d'Etat permanent.....	410
CHAPITRE 11 : L'armée argentine entre la guerre froide et l'industrialisation.....	462
CHAPITRE 12 : L'anarchie militaire et la guerre civile limitée	507
CHAPITRE 13 : Le coup d'Etat programmé et la mise en place de l'autocratie « transformatrice »	540
CHAPITRE 14 : Le gouvernement du complexe militaire-industriel et l'échec de la contre-révolution modernisatrice.....	568

TROISIÈME PARTIE

Anatomie du pouvoir militaire. Essai d'interprétation

CHAPITRE 15 : L'Argentine, société militaire ?.....	617
CHAPITRE 16 : L'insertion des militaires dans le système politique	653
CONCLUSION : L'hégémonie militaire et la crise de l'Etat	693
BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES	737
INDEX	765

Graphiques par André Leroux.

Introduction

Pourquoi ?

En 1954, sur vingt Etats latino-américains, treize sont gouvernés par des militaires. En 1975, plus de la moitié de la population totale du continent vit dans des Etats dotés de régimes militaires, ou à prédominance militaire¹. En Amérique du Sud, six nations, représentant les quatre cinquièmes du territoire, ont pour présidents des officiers qui tiennent le pouvoir de leurs pairs et d'un coup d'Etat « heureux ».

On s'est interrogé depuis quarante ans sur cette hégémonie troublante du pouvoir militaire. Les interprétations générales et les théories globales ont fleuri. L'ampleur du phénomène, sa permanence et son caractère endémique dans une aire culturelle relativement homogène n'invitaient guère à un effort d'analyse approfondie et de recherches empiriques. Au plus bas degré d'explication, on pouvait se contenter de la tautologique psychologie des peuples. C'est ainsi qu'il existerait un système de relations entre le pouvoir civil et l'armée propre au monde hispanique. L'histoire de l'ancienne métropole donnait du crédit à cette hypothèse. N'offre-t-elle pas à travers un siècle, du général Riego au général Franco, l'éventail imposant des formes les plus variées d'une présence militariste aussi vigilante qu'efficace ? D'ailleurs, le vocabulaire du pouvoir militaire n'est-il pas espagnol ? Juntas d'officiers et pronunciamientos apparaissent comme autant de plantes vivaces outre-Pyrénées, transplantées dans un terroir propice au-delà de l'Atlantique.

Avec plus de rigueur, certains historiens pouvaient voir dans la fréquence des interventions militaires dans la vie politique contemporaine des « résidus culturels des guerres civiles du 19^e siècle » hispano-américain. La période d'anarchie qu'ont connue les anciennes colonies

1. Les Etats à domination militaire sont ceux où, quels que soient les titulaires du pouvoir exécutif et les dispositions institutionnelles, les grandes décisions doivent recevoir l'aval de l'Etat-major. C'est le cas, par exemple, de l'Uruguay à partir de juillet 1973, qui a conservé un exécutif nominalelement civil.

espagnoles au lendemain de leur indépendance aurait configuré un type de relation politique fondée sur la force, un système d'attitude face au pouvoir aboutissant à un état de « violence décentralisée » et diffuse. L'homme à cheval et les *montoneros* intrépides sont devenus des techniciens de la cavalerie blindée, les caudillos se sont métamorphosés en officiers d'Etat-major, mais l'essentiel est demeuré. Raffinant sur cette interprétation à la suite du positivisme fin de siècle et en tirant d'intangibles conclusions, d'autres spécialistes virent même dans ce schéma de pouvoir « la constitution réelle » de la plupart des « démocraties américaines ». Ces Républiques turbulentes, intrinsèquement inaptes à la pratique de la démocratie à l'occidentale, appelleraient un pouvoir autoritaire pour servir d'arbitre incontestable entre des groupes et des intérêts irréductibles, un « gendarme nécessaire » adapté à leur idiosyncrasie. On retrouvait là la vertu « scientifiquement » dormitive du stéréotype. Non que la singularité culturelle soit insignifiante, mais outre qu'il faudrait s'assurer, par des comparaisons judicieuses, de son caractère distinctif, constater son existence ne tient pas lieu d'explication. Il faut chercher les racines du phénomène ailleurs que dans un « climat humain » étalé sur plus de 80° de latitude et dépourvu d'unité ethnique.

Cette première interprétation se vit fort ébranlée à partir de la deuxième moitié du 20^e siècle. Sa remise en question coïncide avec l'élargissement du monde politique que constitua l'accession à l'indépendance réelle ou formelle de nombreuses anciennes colonies, notamment en Afrique. Le rôle des militaires dans les nouveaux Etats, étrangement comparable à celui des armées latino-américaines, provoqua l'éclipse de l'explication culturelle et souligna la nécessité d'une étude sans « préjugés » du militarisme américain dans son contexte économique, social et international. On remarqua alors que, sans conteste, le pouvoir du général Barrientos en Bolivie ressemblait plus à celui de son contemporain, le général Mobutu du Congo-Kinshasa, qu'à la présidence du général Mitre, chef de l'Etat argentin du siècle dernier. De même, on ne pouvait pas nier qu'en dépit d'énormes différences il y avait plus de traits communs entre le régime du colonel Nasser et celui du général Perón qu'entre ce dernier et les pittoresques tyrannies de Santa Anna ou de Cipriano Castro². Ainsi, l'émancipation de l'Afrique servait à la redécouverte de l'Amérique. Le système des relations politiques entre civils et militaires, qu'on croyait circonscrit aux nations d'Amérique latine, était peut-être propre au monde du sous-développement.

Les théories qui relient le militarisme au sous-développement ont l'avantage d'une certaine rigueur. Si l'on ignore les mécanismes du pouvoir militaire, on sait en gros ce qu'on appelle le sous-développement,

2. Le général Antonio López de Santa Anna fut à plusieurs reprises président et dictateur du Mexique entre 1833 et 1855. Le général Cipriano Castro gouverna d'une main de fer le Venezuela de 1899 à 1908.

on en connaît avec précision les principaux indicateurs. Il apparaît généralement que dans les pays peu développés, où les structures sociales sont faibles et simples, où les équipes de techniciens sont rares, l'armée professionnelle constitue une force d'encadrement moderne et efficace, un réservoir de capacités au service de l'unité nationale et du progrès économique. Le revers d'une si brillante médaille provient de l'irrépressible tendance de cette élite technique à occuper le pouvoir et à se substituer au groupe dirigeant civil, jugé incompetent ou incapable d'assurer la modernisation dans l'ordre. On a pu ainsi faire remarquer, pour l'Amérique latine, que les pays qui se caractérisent par un militarisme tenace sont de petits Etats très attardés dont la société peu diversifiée reproduit un schéma presque idéalement dualiste³. Et de conclure que plus le système social était complexe et pluraliste, moins les interventions politiques des forces armées avaient de facilités pour s'exercer.

La présomption de relations significatives entre les indicateurs du sous-développement et le « degré » d'intervention militaire dans la vie politique a donné naissance à des traitements comparatifs chiffrés. Ainsi a-t-on mesuré les corrélations entre un indice d'intervention militaire traduisant la fréquence du phénomène dans chaque pays et des indices de développement économique ou de mobilisation sociale⁴. De même, des sociologues ont élaboré des tableaux de correspondance entre la stabilité politique et certains indicateurs du « niveau » d'évolution des sociétés concernées⁵, tel que le degré d'ouverture des structures sociales ou une variable synthétique comme « l'indécision sociale »⁶. Quelque jugement que méritent ces méthodes d'explication « contextuelles » et globales pour l'étude d'un phénomène évolutif à variables multiples, et même si l'on pense que la recherche de relations linéaires entre indices synthétiques, passablement flous en dehors de toute perspective historique, laisse échapper une bonne part de réalité, on doit convenir que ces efforts de systématisation comparative valent ce que valent les indicateurs choisis — et notamment leur homogénéité — et répondent de façon adéquate aux questions posées puisque, de toute évidence, les interventions militaires correspondent à un « certain contexte économique et social ».

3. C'est la thèse que soutient Wyckoff (Theodore) dans son article : « Tres modalidades del militarismo latinoamericano », *Combate* (San José de Costa Rica), septembre-octobre 1960, p. 7-15. Dans la catégorie des pays à militarisme permanent, il range : la République Dominicaine, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Nicaragua, et le Paraguay.

4. Putnam (Robert D.), « Toward explaining military intervention in Latin American politics », *World Politics*, octobre 1967, p. 83-110.

5. Voir l'étude de Passos (Alaor S.), Faria (Vilmar S.), *Militarism in Latin America. Social indecision and political instability. Somme data for Latin America*, Santiago de Chile, 1966, 46 p. multigr. (Paper presented at the Sixth world congress of sociology, Evian, France, 4-11 septembre 1966). 11 septembre 1966).

6. Le concept de *social indecision* utilisé par les auteurs a été élaboré par Peter Heintz dans le cadre d'une sociologie du développement plus particulièrement inspirée par des situations latino-américaines. Cf. Heintz (Peter), « El problema de la indecisión en el desarrollo económico », *Anales de la Facultad latino-americana de ciencias sociales*, janvier-décembre 1964, p. 9-11 et 95-116.

Pourtant, à faire l'analyse comparée de l'activité sociologique dans ce domaine, on aperçoit un trait commun aux interprétations que nous venons d'évoquer. Un « cas déviant » tenace se détache des tableaux et des courbes⁷. Par son importance internationale et sa valeur exemplaire, il limite gravement la portée des résultats obtenus. La République Argentine, deuxième nation du continent pour la superficie et la richesse économique, l'un des trois grands de l'Amérique latine avec le Brésil et le Mexique, est aussi une des nations de la région où la fréquence des interventions militaires est la plus élevée.

En Argentine, l'hégémonie du pouvoir militaire, depuis 1930, à travers des formes gouvernementales très variées, semble être devenue la norme et non constituer une exception comme dans la plupart des pays voisins. Depuis 1930, aucun président constitutionnel issu d'élections libres, sans pression ni veto de l'armée, et dans le cadre d'une succession normale, n'a rempli son mandat de six ans. La durée moyenne des présidences, entre 1930 et 1971, est de deux ans et dix mois, de deux ans quatre mois depuis 1955. Cette instabilité chronique n'a d'égale que la propension des militaires à s'installer à la Maison Rose, siège de la présidence. Sur seize présidents qu'a connus l'Argentine depuis 1930, onze étaient des militaires. Ils ont gouverné le pays vingt-huit ans sur quarante-deux. Deux présidents « élus » seulement ont gardé le pouvoir jusqu'au terme de leur mandat légal de six ans ; ils étaient tous deux généraux et n'auraient vraisemblablement jamais été portés au pouvoir si un coup d'Etat opportun n'avait ouvert une parenthèse politique leur permettant d'accéder dans les formes légales, mais avec l'appui décisif de l'armée, à la plus haute magistrature. En outre, sur les seize présidents, dix sont des présidents « de fait » parvenus au pouvoir par décision militaire sans aucune consécration électorale.

En outre, il faudrait ajouter que l'instabilité politique et la prépondérance du pouvoir militaire sont en Argentine de purs produits du 20^e siècle. Entre le militarisme anarchique, qui a prolongé les guerres de l'Indépendance, et l'activisme militaire d'aujourd'hui il y a de toute évidence solution de continuité. En effet, de 1880 à 1930, alors que bon nombre de ses voisins connaissent encore une vie politique convulsive et sanglante⁸, l'Argentine offre l'image d'institutions solides au fonctionnement régulier, qui ne sont pas sans évoquer de l'extérieur les démocraties anglo-saxonnes. Entre 1862 et 1930, aucun président n'a été porté au pouvoir par un soulèvement armé, et la succession présidentielle s'est

7. Passos (Alaor S.), Faria (Vilmar S.), *op. cit.*, p. 19 et 26. Pour Putman, voir art. cité, p. 108.

8. Pour ne rien dire de l'agitation et des « révolutions de palais » presque incessantes en Bolivie, L'Uruguay, qui devait mériter aux alentours des années trente le titre de « Suisse de l'Amérique latine », se caractérisait, jusqu'en 1904, par un bi-partisme armé dans le cadre duquel l'opposition n'hésitait pas à recourir à l'action directe. La défaite de la révolution de 1904 et la mort du caudillo Aparicio Saravia marquent la fin des guerres civiles entre Blancos et Colorados.

toujours effectuée selon la Constitution. Certes, les tentatives de coup de force ont été nombreuses, mais elles ont toujours tourné court, tandis que l'agitation centrifuge dans quelques provinces ne mettait nullement en danger le pouvoir fédéral. Tous les présidents n'ont pas accompli un mandat constitutionnel de six ans mais, si l'on écarte les décès en cours d'exercice, les démissions pour raison de santé ou causes politiques n'ont guère perturbé le jeu des institutions : le remplaçant prévu par la loi fondamentale, le vice-président, se substituant normalement au président défaillant⁹. Dans un seul cas d'ailleurs, en 1890, cette procédure était consécutive à une « révolution » rapidement circonscrite et étouffée¹⁰.

Lorsqu'en septembre 1930 s'ouvre « l'ère militaire » de l'histoire argentine, nombreux furent ceux qui crurent à un accident ou à une brève parenthèse. La chute du président Yrigoyen, survenue au creux de la grande dépression et parallèle à la cascade de troubles politiques qui frappe les deux Amériques, pouvait en effet apparaître comme un écart exceptionnel dans la conduite des relations entre l'armée et le pouvoir, ou comme une entorse sans lendemain aux règles du jeu légitimes, si longtemps respectées par tous. Aujourd'hui, on peut surtout s'interroger sur l'incapacité de l'Argentine à fermer cette parenthèse et à renouer avec la continuité et la stabilité des institutions. Pourquoi, en un mot, l'Argentine n'a-t-elle pas pu connaître, dans les années trente, le sort du Chili ou de l'Uruguay ? Pour quelles raisons les Argentins n'ont-ils pas pu rétablir la légalité constitutionnelle après un premier coup d'Etat lié, selon toute apparence, au malaise socio-économique, et après une période de dictature ?

En fait, pas plus que l'interprétation « culturelle » du militarisme latino-américain n'est applicable à l'Argentine, l'hypothèse rapportant la prépondérance politique du pouvoir militaire au sous-développement économique et social n'est utilisable. Les raisons en sont évidentes. Il suffit, pour s'en persuader, d'examiner l'Argentine des années soixante sous l'angle des caractéristiques constitutives du sous-développement telles que les ont isolées géographes et économistes¹¹. Que dire de l'insuffisance alimentaire chronique des pays du Tiers Monde, de leur faible consommation de protéides alors que l'Argentine se situe au premier rang des nations pour la consommation de viande par habitant ! Le sous-développement se signale-t-il par l'archaïsme de l'agriculture et l'extrême

9. Ainsi, le président Luis Sáenz Peña, élu en 1892, démissionna en janvier 1895 à la suite de plusieurs crises de cabinets occasionnées par les graves troubles politiques survenus dans le pays en juillet 1893. Le vice-président José Evaristo Uriburu assumait le pouvoir à sa place et termina le mandat présidentiel. Le président Manuel Quintana, élu en 1904 et décédé en mars 1906, fut remplacé par son vice-président, José Figueroa Alcorta. De même, à la mort de Roque Sáenz Peña, président de 1910 à août 1914, le vice-président Vitorino de la Plaza occupa la présidence jusqu'en 1916.

10. Le mouvement révolutionnaire de juillet 1890 provoqua la démission du président Juárez Celmán qui fut immédiatement remplacé par le vice-président Carlos Pellegrini.

11. Par exemple Yves Lacoste in *Les pays sous-développés*, Paris, Presses universitaires de France, 1963, p. 7-27.

faiblesse de l'industrialisation, l'Argentine, deuxième pays exportateur de blé, premier exportateur de maïs du monde, est à juste titre fière de la qualité de ses haras et de ces centres d'élevage modèle. Pays à vocation agricole et pastorale, il y a déjà plusieurs lustres que la part de son industrie dans la formation du PIB est supérieure à celle de l'agriculture et de l'élevage. Le faible développement des classes moyennes est-il un indice sûr d'une structure sociale de sous-développement ? Or, l'Argentine apparaît à l'observateur comme une indéniable « mésocratie ». Les couches intermédiaires occupaient près de 40 % de l'ensemble social, au début des années cinquante¹². Une mobilité verticale non négligeable a encore accru, depuis lors, l'ampleur des classes moyennes dont le style de vie inspire désormais toutes les couches de la société argentine. Enfin, l'explosion démographique propre aux pays en voie de développement est totalement inconnue en République Argentine. Le taux de natalité de cette nation sous-peuplée est à peine supérieur à celui des pays occidentaux industrialisés. Dans le domaine sanitaire, avec un taux de mortalité parmi les plus bas du monde, l'Argentine a quelque peine à faire figure de nation prolétaire.

Nation semi-développée, l'Argentine constitue une société moderne aux structures complexes et diversifiées. Ce pluralisme social se traduit notamment par l'importance qu'y revêtent l'affiliation aux associations volontaires ainsi que l'organisation et le poids spécifique des groupes d'intérêt les plus divers. L'Argentine possède un taux d'alphabétisation et un niveau culturel qui non seulement la placent au premier rang en Amérique latine mais bien au-dessus de plusieurs nations de l'Europe méditerranéenne. Malgré un grave problème de déséquilibre économique et démographique, l'Argentine ne connaît ni tensions régionales ou raciales, ni questions de minorités, elle ne compte pas de vastes secteurs de population autochtone tenus en marge de la vie nationale.

Aucune situation sociale explosive ne justifie donc, à première vue, l'existence d'un pouvoir autoritaire et d'une mainmise de l'armée sur l'Etat. Comment rendre compte de la prépondérance du pouvoir militaire ? Depuis qu'est apparu ce caractère permanent de la vie politique argentine, on a parlé de mystère, d'énigme, voire de paradoxe¹³. L'Argentine serait un « cas anormal » puisque les interprétations usuelles n'en rendent pas compte. A moins que celles-ci soient simplement insuffisantes, trop simplistes ou exogènes pour avoir une valeur opératoire.

Pour toutes ces raisons, il nous a paru utile et nécessaire d'entreprendre une étude du cas argentin. Certes, les interprétations continentales,

12. Germani (Gino), *Estructura social de la Argentina*, Buenos Aires, Raigal, 1955, p. 195.

13. Voir par exemple Weill (Felix), *Argentine riddle*, New York, John Day, 1944 ; Bruce (James), *Those perplexing Argentine*, New York, Eyre and Spottiswoode, 1954 ; Whitaker (Arthur P.), « The Argentine paradox », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, mars 1961.

les grandes synthèses allusives peuvent sembler aux politistes un champ d'activité plus séduisant que la patiente recherche empirique dans un cadre national étroit. Cependant, embrassant beaucoup et étreignant peu, ces théories englobantes sont un véritable défi à la pesanteur « scientifique ». En partant des seules variables « contextuelles », elles supposent en effet homogènes les « unités » à comparer (intervention militaire, coup d'Etat, contrôle politique des militaires, instabilité politique), alors même que l'information de base sur celles-ci fait presque totalement défaut. Une telle constatation invite à la modestie. Croyant qu'il n'est pas déshonorant de mettre la charrue après les bœufs, nous avons considéré que des recherches empiriques sur un cas déviant mais exemplaire pourraient être un point de départ intéressant pour éclairer les mécanismes et les conditionnements du pouvoir militaire : la répétition d'un même phénomène dans un contexte unifié et cohérent devrait permettre, notamment, d'élaborer avec plus de rigueur une typologie valable.

S'il y a un paradoxe argentin, il existe en outre — et ce n'est pas là le moindre intérêt du sujet — un problème concernant le sens des interventions militaires en Argentine. Alors qu'on a pu parfois remarquer, par exemple, une évolution générale lente et continue de gauche à droite dans presque tous les pays à hégémonie militaire du continent — du *tenentismo* (circa 1930) à la « Révolution des crabes » (1964) au Brésil, du colonel Bush (1937) au général Barrientos (1964) en Bolivie —, on ne peut qu'être frappé des brusques mouvements du pendule militaire en République Argentine. Le rapprochement de deux journées historiques qui se déroulèrent à quinze ans d'intervalle à peine, dans des climats fort différents et avec des secteurs situés aux antipodes de l'échelle sociale, illustre et symbolise ces variations.

Le 6 septembre 1930, le général J.F. Uriburu, suivi d'une petite troupe, occupe la Maison Rose après avoir été triomphalement accueilli dans les beaux quartiers de la capitale. Il dépose le populaire président Yrigoyen et forme un cabinet de notables conservateurs, grands propriétaires et financiers pour la plupart. Le 17 octobre 1945, tandis que les partis politiques traditionnels et les organisations patronales réclament que le pouvoir détenu par les militaires soit transféré à la très conservatrice Cour suprême, de la ceinture ouvrière de Buenos Aires, une foule compacte d'hommes, de femmes et d'enfants converge vers le centre de la ville. Ils réclament la libération et le retour au pouvoir du colonel Perón, secrétaire d'Etat au Travail et vice-président, arrêté quelques jours plus tôt. Au soir du 17 octobre, le colonel libéré et vainqueur apparaît aux balcons de la Maison Rose. Il est follement acclamé par des milliers de travailleurs qui se pressent sur l'historique Plaza de Mayo.

Quel est le vrai visage de l'armée argentine ? Quel est son rôle dans

la vie nationale ? Dans quel sens intervient-elle et comment a évolué son insertion sur la scène politique ? Autant de questions difficiles à éluder et que le discours synthétique et les théories passe-partout aux bases factuelles fragiles laissent sans réponse. Aussi le premier et le plus humble objet de ce livre est-il d'éclairer des actions en apparence vouées à l'ombre, de mettre de l'ordre dans des situations chaotiques, de passer au crible de la critique une poussière d'informations contradictoires ou trop coïncidentes, en un mot de trouver l'intrigue derrière les péripéties.

Notre propos est aussi d'aller plus loin et d'appréhender à la fois l'environnement du pouvoir militaire et ses buts manifestes ou latents en même temps que ses effets réels sur la société argentine. Pour cela, nous avons estimé que l'instabilité politique et le rôle politique des militaires étaient deux faces inséparables d'une même réalité. Il va de soi pour nous que les interventions militaires ne sont pas la cause de l'instabilité mais l'instrument et comme l'expression de celle-ci. Mais, de même que nous avons rejeté une approche continentale et macropolitique, nous avons écarté un point de vue exclusivement micropolitique. D'une part, en effet, nous pensions que la nation est un cadre de référence indispensable et contraignant, du moins dans une première étape, et non pas, comme certains politistes ont pu l'affirmer, « un simple principe d'organisation de la vie sociale »¹⁴, donnée secondaire par rapport aux variables transnationales. La recherche centrée sur une institution qui a l'horizon national pour raison d'être, et dans un Etat dont la singularité ressort de tous les schémas hémisphériques, ne peut guère être menée d'un point de vue strictement macropolitique et comparatif. D'autre part, on ne peut pas ignorer les dangers que présente l'analyse d'un aspect ou d'un élément de la vie politique nationale séparé de son environnement. L'indéniable facilité méthodologique donnée par l'examen *in vitro* d'une institution ou d'un groupe coupé du corps social conduit inévitablement à de graves erreurs de perspective : en oubliant les autres composants sociaux, qui ont fait de l'élément étudié ce qu'il est, on attribue à celui-ci une importance supérieure à celle qu'il a réellement. Ni l'armée dans ses casernes, ni la marine dans ses bases ou sur mer ne vivent dans un isolement insulaire. A tous les niveaux et par tous les côtés, les militaires se trouvent immergés dans la société globale avec ses tensions, ses remous et ses conflits. Les rapports de l'armée et de la politique ne se limitent pas au dialogue en forme de partie d'échecs entre le commandant en chef et le président. Et quand bien même l'armée semble contrôler l'appareil d'Etat, elle n'est qu'un élément, une pièce maîtresse certes, mais rien de plus, du système politique. La micropolitique déforme les faits à force de les grossir. Les données significatives restent

14. Horowitz (Irving Louis), « The norm of illegitimacy. The political sociology of Latin America » in Horowitz (I. L.), Gerassi (John), Castro (Josué) et al., *Latin American radicalism. A documentary report on left and nationalist movements*, Londres, Cape, 1969, p. 10.

en dehors de son champ visuel comme elles passent à travers les mailles trop lâches de la visée macropolitique.

Compte tenu de ces réserves, nous avons donc tenté d'analyser le pouvoir militaire en évitant deux tentations symétriques : considérer que ses racines sont à rechercher exclusivement dans la société militaire et elle seule, et accepter l'hypothèse suivant laquelle l'intervention constante de l'armée dans la vie politique argentine ne serait qu'un épiphénomène. Dans la première optique, on en resterait à une description (histoire narrative ou sociologie militaire) qui ne permettrait d'apprécier ni les causes, ni les conditions des « discontinuités » politiques et encore moins l'orientation et les conséquences des régimes militaires. Dans le second cas, affirmer que le rôle politique des militaires n'est rien en lui-même et que seuls les facteurs d'instabilité sociale et politique méritent l'attention, laisse supposer que l'instrument de pouvoir constitué par l'armée est purement passif, et qu'alors même que celle-ci « désobéit », elle ne fait que répondre à des impulsions extérieures qu'elle n'a pas choisies. Nous avons préféré nous placer, pour notre part, au niveau de la société globale et à celui des institutions militaires envisagées dans la dynamique de leurs rapports réciproques.

Comment ?

Nous nous sommes donc proposé d'étudier les relations de l'armée et du pouvoir dans le cadre de la crise politique argentine. Les coups d'Etat ainsi que les conspirations et les gouvernements « de fait » sont l'expression privilégiée de cette crise durable. La spécificité du pouvoir militaire et de son hégémonie sur la vie politique argentine provient de son caractère de réponse « militariste » à une situation nationale particulière. On peut analyser sous plusieurs angles l'insertion des militaires dans la société globale et leur intervention active dans le système politique. A cet égard, l'unité d'analyse choisie est déterminante. Nous avons également repoussé l'atomisation, qu'elle soit statistique ou psychologique, et l'abstraction institutionnelle comme méthodes d'interprétation principale sinon unique¹⁵. Ainsi, nous ne croyons pas que le péronisme, ni même l'accession du colonel Perón au pouvoir puissent s'expliquer par les caractéristiques personnelles de l'officier ou de l'homme Juan Domingo Perón. Ni que la face de l'Argentine eût été changée si le nez d'Eva Duarte eût été plus court ou que le général Justo eût vécu quelques années de plus. Loin de nous l'idée pourtant que la « personnalité » des protagonistes de la vie politique est un élément sans impor-

15. Voir la critique de certaines de ces orientations dans Miguens (José E.), « Una nueva metodología para el estudio de los golpes militares en Latinoamérica », *Estrategia* (Buenos Aires), juillet-août 1969, p. 152-166.

tance. De même avons-nous attaché la plus grande attention aux coordonnées socio-familiales des militaires, sans considérer pour autant que les seules statistiques des origines sociales « nationales » ou géographiques des officiers et de leur famille puissent, additionnées, rendre compte de l'attitude des forces armées en politique et fournir une explication adéquate à l'activisme militaire. Outre qu'il n'est pas évident que l'origine sociale soit aussi déterminante dans l'attitude des officiers que leur formation proprement professionnelle, l'emprise de l'institution et le moule où elle fonde ses cadres¹⁶, il faudrait ajouter au tableau les mariages, les amitiés, les sympathies idéologiques, en fait, les multiples loyautés souvent contradictoires auxquelles se trouve assujéti l'officier et qui limitent tout déterminisme unilatéral¹⁷. D'ailleurs, comme le signale Clyde Kluckhohn, un mur de briques décomposé en briques n'est plus un mur, car en science sociale¹⁸ « les relations sont aussi réelles que les objets » : la somme des déterminants supposés des attitudes de l'ensemble des militaires argentins ne peut guère reproduire l'orientation globale de l'armée, ni même la mentalité individuelle des officiers .

Il ne faudrait pas pour autant créditer les forces armées en tant qu'institutions d'une cohérence sans faille. Tout aussi inadéquat d'ailleurs à notre propos eût été de prendre l'« armée » ou « les militaires » comme unité d'analyse, ou d'attribuer à cette abstraction impersonnelle le rôle d'« acteur social ». Bien qu'il s'agisse d'une organisation à forte structure hiérarchique où, en principe, l'autorité joue dans un seul sens, un tel concept, difficile à manier, n'a pas grande valeur analytique.

La réalité historique nous livre un fil conducteur méthodologique dans la diversité des clivages patents et des affrontements ouverts qui ont ébranlé l'unité des forces armées argentines depuis 1930. Parce que la « vie politique est conflit »¹⁹, nous avons choisi d'analyser au niveau des groupes la société globale²⁰ et la société militaire. Le mot de sous-groupe serait d'ailleurs plus exact dans le cas de cette dernière. Il recouvre les groupements fonctionnels (arme, service, corps, spécialité), et ceux plus informels tels que les camarillas constituées autour d'un « notable » militaire, les loges « secrètes » et les associations de défense corporative, etc. A ce niveau, les perspectives rejetées plus haut (statisti-

16. Cf. Mills (Charles Wright), *The power elite*, Oxford, Oxford University Press, 1956.

17. Il est loin d'être évident, d'ailleurs, que l'extraction ou l'appartenance sociale conditionne de manière déterminante et fatale l'attitude politique. Et même s'il en était ainsi, une conscience claire des intérêts de classe n'est peut-être pas la chose du monde la mieux partagée. Nous ne nous étendrons pas sur l'autoritarisme et l'irrationalisme constatés dans certains secteurs de la classe ouvrière, le conservatisme plébéien ou le progressisme éclairé de la grande bourgeoisie dans certaines sociétés.

18. Kluckhohn (Clyde), « Le concept de culture » in Lasswell (H. D.), Lerner (D.), *Les sciences de la politique aux Etats-Unis*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1951, p. 137.

19. Jouvenel (Bertrand de), *De la politique pure*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, p. 263.

20. C'est-à-dire des catégories socio-professionnelles, des « groupes de statut » et des strates sociales.

ques, psychologiques) reprennent leur sens et leur valeur opératoire. Nous pensons avoir pu échapper ainsi aux deux pièges qui guettent l'analyste du pouvoir militaire : la dissolution sociologique qui sous-estime la dimension institutionnelle, et l'approche organisationnelle qui surestime celle-ci et oublie que pour aussi rigide et verticale que soit l'autorité au sein des forces armées, pour contraignante que puisse être la socialisation de leurs cadres, c'est généralement avec des civils que l'on fait les militaires, et l'armée baigne dans le milieu social plus que la marginalité apparente de la vie militaire ne le laisserait penser, même si cette situation particulière des officiers influe notablement sur leur perception de la vie politique.

L'unité d'explication étant définie, il convient de préciser la portée de notre analyse. Nous nous sommes proposé notamment de suivre la genèse du pouvoir militaire en tant que tel, et celle de ses manifestations dans le système politique argentin. Nous nous sommes donc attaché à reconstituer les origines des interventions militaires : les conspirations, les secteurs civils et militaires impliqués, les appuis obtenus à l'intérieur et à l'extérieur des forces armées. Bien sûr, les origines des coups d'Etat sont obscures, et parfois l'observateur a quelque peine à déceler des mobiles précis : fruit d'un malaise multiple et diffus, ils semblent survenir par hasard. En rester à la recherche des causes immédiates des interventions militaires et des motivations des acteurs risque fort d'être peu éclairant et n'aboutit qu'à jeter un peu de lumière sur un point d'histoire mal connu. Pourtant, cette visée, à condition d'éviter de s'engluier dans l'anecdotique, présente l'avantage de circonscrire la recherche à un environnement restreint et de parvenir à des résultats précis sans lesquels toute interprétation globale serait bâtie sur du sable. Notre méthode est donc essentiellement « génétique ».

Cependant, le pouvoir militaire répond à des conditions objectives, et ses activistes, malgré l'opacité de leurs intentions²¹, se fixent certains buts ou nourrissent certaines attentes. En outre, les interventions, surtout lorsqu'elles donnent naissance à un « régime militaire », sont suivies d'effets non seulement dans le domaine politique mais aussi sur le plan économique et social. C'est en tenant compte des effets et des conséquences de l'occupation ou de l'exercice du pouvoir par les militaires que l'on peut comprendre le phénomène global et ses causes profondes. Il s'agit, selon la formule de Merton, « d'interpréter les phénomènes en considérant leurs conséquences du point de vue des structures plus vastes dans lesquelles elles se trouvent impliquées »²². Ce qui ne signifie pas

21. Généralement signalée par les américanistes, voir notamment Needler (M.), *Political development in Latin America : instability, violence, evolutionary change*, New York, Random House, 1968, p. 63.

22. Merton (Robert K.), *Éléments de théorie et de méthode sociologique*. Paris, Plon, 1965, p. 97.

